

Greffé
du Tribunal de Commerce de
Briey
SCP SCHNEIDER ET MIZRAHI
PALAIS DE JUSTICE
B.P. 20083
54153 BRIEY CEDEX

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

Sàrl AZ MEDICAL
3 rue Alfred Labbé
54350 MONT SAINT MARTIN

Dépôt effectué par :

Maître THOMAS Alain
5 rue Sainte Marguerite
BP 3
55110 DUN SUR MEUSE

Numéro RCS : Briey B 422 605 204

<9549/1999B00051>

Pièces déposées le 24/02/2009

Numéro : 290172

Expédition d'acte notarié du 18/12/2008

- Cession de parts (ou Donation)

CESSION BORZECKI SZTUKA / JEAN FRANCOIS SZTUKA

Statuts mis à jour du 18/12/2008

Le Greffier,



004623 IT

DONATION DE PARTS SOCIALES

L'AN DEUX MIL HUIT,
LE DIX HUIT DECEMBRE.

A DUN SUR MEUSE (Meuse), au siège de la S.C.P. " Alain THOMAS, notaire associé ",

Maître Alain THOMAS, notaire associé soussigné de la Société Civile Professionnelle "Alain THOMAS, notaire associé", titulaire d'un Office Notarial ayant son siège à DUN-SUR-MEUSE.

A reçu le présent acte authentique entre les parties ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

D O N A T E U R

Madame **Claudine Lucienne BORZECKI**, gérante de société, demeurant à MONTMEDY (55600) FRANCE, 15 rue Pasteur.

Née à LEXY (MEURTHE-ET-MOSELLE), le 20 Août 1954.

Epouse en premières noces de Monsieur Jean-François **SZTUKA**.

Mariés tous deux en premières noces, à la mairie de LEXY (MEURTHE-ET-MOSELLE), le 30 mars 1974.

Initialement soumis au régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, régie par les nouveaux articles 1400 et suivants du Code civil, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union.

Et actuellement soumis au régime de la séparation de biens, aux termes d'un acte reçu par Maître Alain THOMAS, notaire associé soussigné, le 30 juillet 1993, homologué par jugement du Tribunal de



Grande Instance de Verdun (Meuse), le 25 novembre 1993.
Lequel régime n'a pas été modifié depuis.

De nationalité française et résident en France.

Ci-après dénommée le "**DONATEUR**".

D O N A T A I R E

Monsieur **Jean-François SZTUKA**, gérant de société, demeurant à MONTMEDY (55600) FRANCE, 15 rue Pasteur.

Né à MUZERAY (MEUSE), le 23 Juillet 1950.

Epoux de Madame Claudine Lucienne BORZECKI.

Mariés tous deux en premières noces, à la mairie de LEXY (MEURTHE-ET-MOSELLE), le 30 mars 1974.

Initialement soumis au régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, régie par les nouveaux articles 1400 et suivants du Code civil, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union.

Et actuellement soumis au régime de la séparation de biens, aux termes d'un acte reçu par Maître Alain THOMAS, notaire associé soussigné, le 30 juillet 1993, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de Verdun (Meuse), le 25 novembre 1993. Lequel régime n'a pas été modifié depuis.

De nationalité française et résident en France.

Ci-après dénommé le "**DONATAIRE**".

P R E S E N C E - R E P R E S E N T A T I O N

Les parties susnommées sont ici présentes.

E X P O S E P R E A L A B L E

1° Constitution de la société

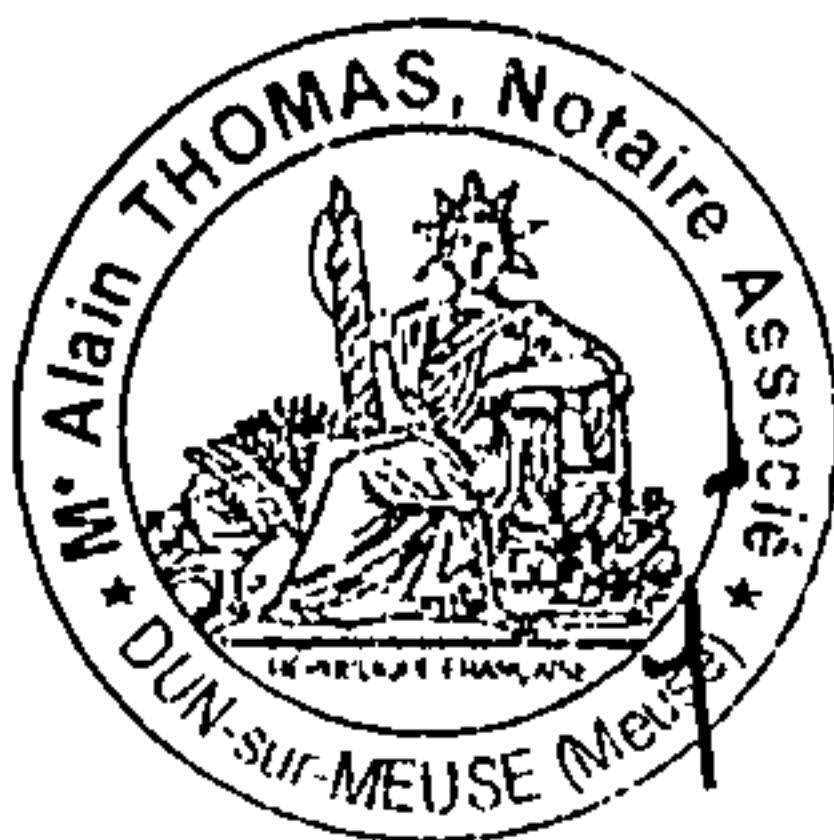
La société à responsabilité limitée dénommée « **AZ MEDICAL** » a été constituée entre les comparants, aux termes d'un acte sous seings privés en date à MONTMEDY (Meuse), du 6 avril 1999, enregistré.

La société a été immatriculée le 6 avril 1999 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de BRIEY (Meurthe et Moselle), sous le N° 422 605 204.

2° Caractéristiques de la société

La société dénommée « **AZ MEDICAL** » dont les parts sont présentement cédées, présente les caractéristiques suivantes :

- Dénomination : «AZ MEDICAL ».
- Forme : Société à responsabilité limitée
- Objet : L'achat, la vente, la réparation en gros, demi-gros, détail et la location de tout matériel médical, orthopédique ou autre destinés aux soins, à la rééducation et à l'équipement de la personne dans la CEE ; ainsi que la délivrance d'oxygène médical sous forme gazeux liquide et par concentrateur en application des bonnes règles de



délivrance selon l'arrêté de novembre 2000 sur le territoire français.

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes les opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés concernant ses activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles ; commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe.

- Siège social : 3 rue Alfred Labbe, 54350 MONT SAINT MARTIN

- Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

- Capital social : SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (7 622.45 Eur), divisé en 500 parts sociales de 15.24 Euros chacune, et attribuées aux associés, savoir :

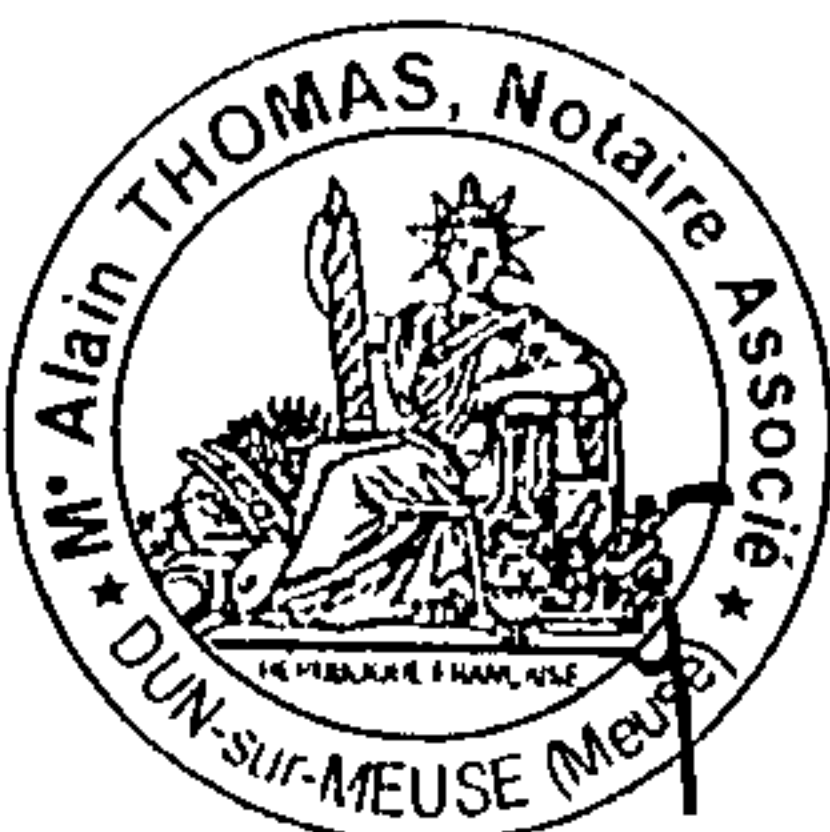
- en rémunération de l'apport de Madame SZTUKA née Claudine BORZECKI, 251 parts sociales n°s 1 à 251 de 15.24 € chacune, ci.....	251 parts
- en rémunération de l'apport de Monsieur Jean-François SZTUKA, 249 parts sociales n° 252 à 500, de 15.24 Euros chacune, ci.....	249 parts
Soit un total de cinq cents parts sociales,	-----
ci.....	500 parts
	=====

- Cession des parts : "Les parts ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant en outre déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Ce consentement est requis pour toutes les cessions à quelque titre que ce soit, à l'exception de la cession faite au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant ayant déjà la qualité d'associé."

- Exercice social : L'exercice social commence le 1^{er} mai et se termine le 30 avril de chaque année.

- Gérance : la gérance est actuellement exercée par Monsieur Dominique MAIOLO, demeurant à BREHAIN LA VILLE (Meurthe et Moselle), 10 rue Brehain la Cour.

CECI EXPOSE, le **DONATEUR** fait, par les présentes, donation entre vifs au **DONATAIRE**, qui accepte expressément, des biens ci-après désignés :



DESIGNATION

LA PLEINE PROPRIETE de :
DEUX CENT CINQUANTE (250) parts, numérotées de 2 à 250, d'une valeur nominale de 15,24 Euros chacune, de la société dont il est question en l'exposé.

Ladite part sociale évaluée nette de tout passif en pleine propriété à la somme de SIX CENTS EUROS (600,00 €), soit pour l'ensemble des parts données, CENT CINQUANTE MILLE EUROS,

ci150 000,00 €

DROIT DE PROPRIETE

La propriété des parts sociales, objet de la présente donation, résulte des statuts de la société, ayant été attribuées au **DONATEUR** lors de la constitution de la société en rémunération de son apport en numéraire ainsi qu'il a été susrelaté en l'exposé.

Une copie des statuts mise à jour et certifiée conforme par le gérant est remise au **DONATAIRE** qui le reconnaît.

MODALITES DE LA DONATION

HORS PART SUCCESSORALE

La présente donation est faite par **HORS PART SUCCESSORALE** et, par suite, avec dispense de rapport à la succession du **DONATEUR**.

REDUCTION - AVERTISSEMENT

La dispense de rapport à la succession du **DONATEUR** en raison de l'objet hors part successorale de l'actuelle donation entre vifs est limitée par le caractère d'ordre public de la réserve héréditaire prévue à l'article 844 du Code civil en cas de présence d'héritiers réservataires.

RESERVE DU DROIT RETOUR

Le **DONATEUR** fait réserve expresse du droit de retour à son profit sur les biens donnés pour le cas de prédécès du **DONATAIRE** alors même que ce dernier laisserait des enfants ou autres descendants.

INTERDICTION D'ALIENER ET DE NANTISSEMENT

En raison de la réserve du droit de retour, le **DONATEUR** interdit formellement au **DONATAIRE** d'aliéner et de nantir les parts données durant la vie du **DONATEUR** et ce à peine de nullité des aliénations ou nantissemements et de révocation de la présente donation.



ACTION REVOCATOIRE

A défaut par le **DONATAIRE** d'exécuter les charges de la présente donation, le **DONATEUR** pourra en faire prononcer la révocation comme de droit.

Il est formellement convenu que, si la révocation est effectivement prononcée, le **DONATEUR** reprendra les biens dans le lot du **DONATAIRE** sanctionné, selon les modalités prévues ci-dessus à propos de l'exercice éventuel du droit de retour conventionnel.

PROPRIETE – JOUISSANCE

Le **DONATAIRE** sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour. À partir de cette date, il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées étant entendu toutefois que la cession ne sera opposable à la société émettrice et aux tiers qu'après accomplissement des formalités de publicité nécessaires. Il aura seul droit aux dividendes mis en paiement pendant l'exercice en cours et les exercices ultérieurs, le **DONATEUR** ayant seul droit aux dividendes mis en paiement au cours des exercices antérieurs.

AGRÉMENT DU PROJET DE CESSION

En l'absence de toute disposition contraire des statuts, la présente cession est libre de tout agrément, le **DONATAIRE** étant déjà associé et le conjoint du cédant.

PUBLICITÉ

Au présent acte intervient Monsieur Dominique MAIOLO, gérant de la société émettrice des parts cédées, lequel déclare au notaire soussigné ainsi qu'aux parties qu'il accepte la présente donation de parts sociales et la reconnaît opposable à la société.

La formalité du dépôt au greffe du tribunal de commerce du présent acte sera effectuée par le notaire associé soussigné aux frais du **DONATAIRE**.

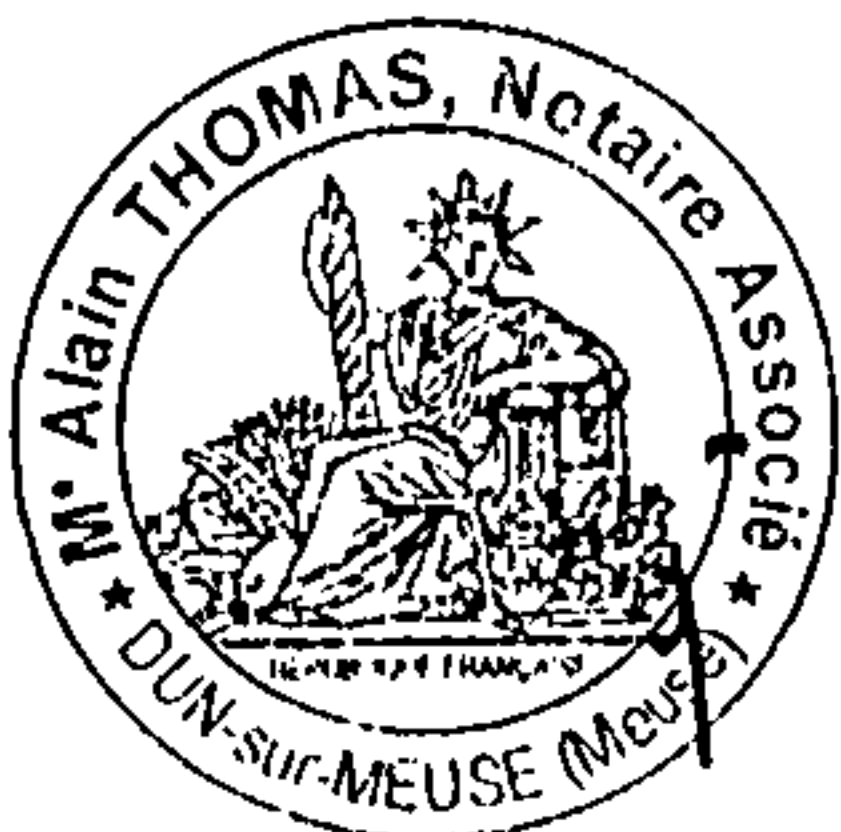
MISE A JOUR DES STATUTS

Par suite de la présente donation, les articles 7 et 8 des statuts sont dorénavant rédigés comme suit :

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (7 622,45 €).

Il est divisé en 500 parts sociales de 15,24 Euros chacune entièrement libérées.



ARTICLE 8 – REPARTITION DES PARTS

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Madame Claudine BORZECKI, 1 part

Numérotée 1, ci.....1

Monsieur Jean-François SZTUKA, 499 parts

Numérotées de 2 à 500, ci.....499

Total égal au nombre de parts composant

le capital social.....500

Le reste sans changement.

DECLARATIONS GENERALES

CONCERNANT LE DONATEUR :

Le **DONATEUR** déclare :

1°- Que ses date et lieu de naissance, sa situation matrimoniale, sa nationalité et sa résidence sont bien tels qu'ils figurent en tête des présentes.

2°- Qu'il a la pleine capacité d'aliéner et notamment :

Qu'il n'a fait l'objet d'aucune des mesures de protection prévues par la loi n° 68-5 du 3 Janvier 1968 portant réforme du régime des incapables majeurs.

Qu'il n'a fait l'objet d'aucune des mesures prévues par la loi sur le règlement judiciaire ou la liquidation des biens, la faillite personnelle, les banqueroutes et le redressement ou la liquidation judiciaire et qu'il n'est pas en état de cessation de paiements.

Et que les parts données sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du cessionnaire.

CONCERNANT LE DONATAIRE :

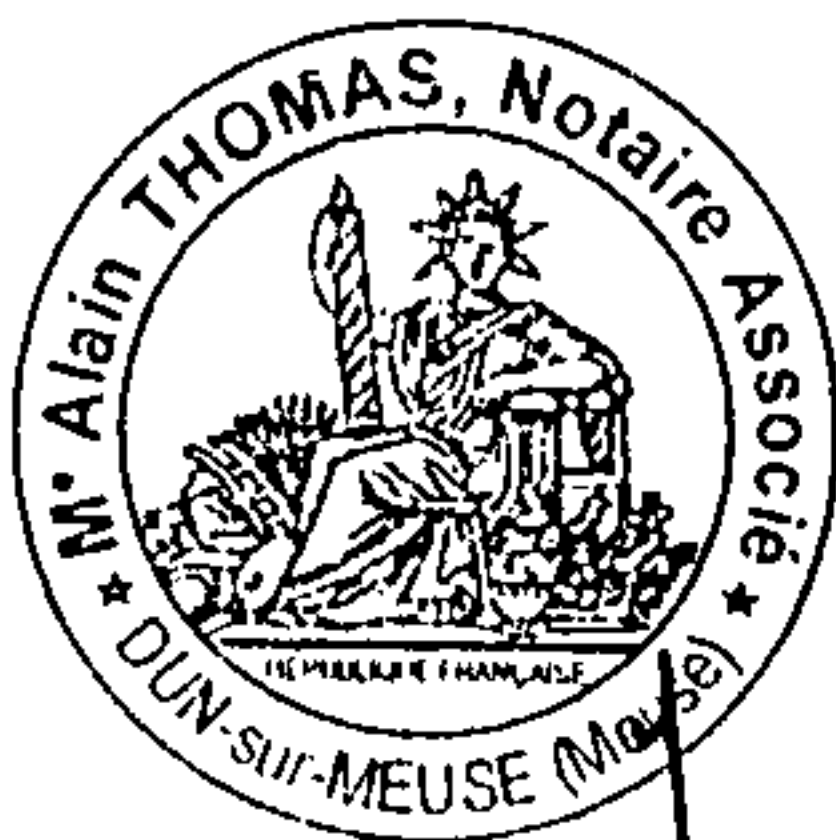
Le **DONATAIRE** déclare :

Que ses date et lieu de naissance, sa situation matrimoniale, sa nationalité et sa résidence sont bien tels qu'ils figurent en tête des présentes.

Qu'il a la pleine capacité de s'obliger et notamment :

Qu'il n'a fait l'objet d'aucune des mesures de protection prévues par la loi n° 68-5 du 3 Janvier 1968 portant réforme du régime des incapables majeurs.

Qu'il n'a fait l'objet d'aucune des mesures prévues par la loi sur le règlement judiciaire ou la liquidation des biens, la faillite personnelle, les banqueroutes, et le redressement ou la liquidation judiciaire et qu'il n'est pas en état de cessation de paiements.



DECLARATIONS FISCALES

DECLARATIONS DU DONATAIRE

Le DONATAIRE déclare :

Qu'il est le conjoint du **DONATEUR**.

DONATIONS ANTERIEURES

Le **DONATEUR** déclare n'avoir consenti au **DONATAIRE**, avant ce jour, aucune donation à quelque titre et sous quelque forme que ce soit dans les six dernières années.

De telle sorte que les abattements prévus à l'article 779 du CGI restent intégralement applicables.

REDUCTION DES DROITS EN RAISON DE L'AGE DU DONATEUR

Les parties déclarent bénéficier, en application de l'article 790-II du Code général des impôts, d'une réduction de 50 % sur les droits liquidés s'appliquant aux biens donnés en pleine propriété par le **DONATEUR**, celui-ci étant âgé de moins de 70 ans.

ENREGISTREMENT

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

EVALUATION DES BIENS DONNES - BASE TAXABLE

Le montant taxable de la donation consentie s'élève donc à CENT CINQUANTE MILLE Euros (150 000,00 Eur).

LIQUIDATION DES DROITS DE MUTATION

Le montant des droits dans la présente donation, s'élève à :

Montant taxable : 150 000 €

Abattement : 76 988 €

Reste taxable : 73 012 €

7 699 € x 5% soit 385 €

7 496 € x 10 % soit 750 €

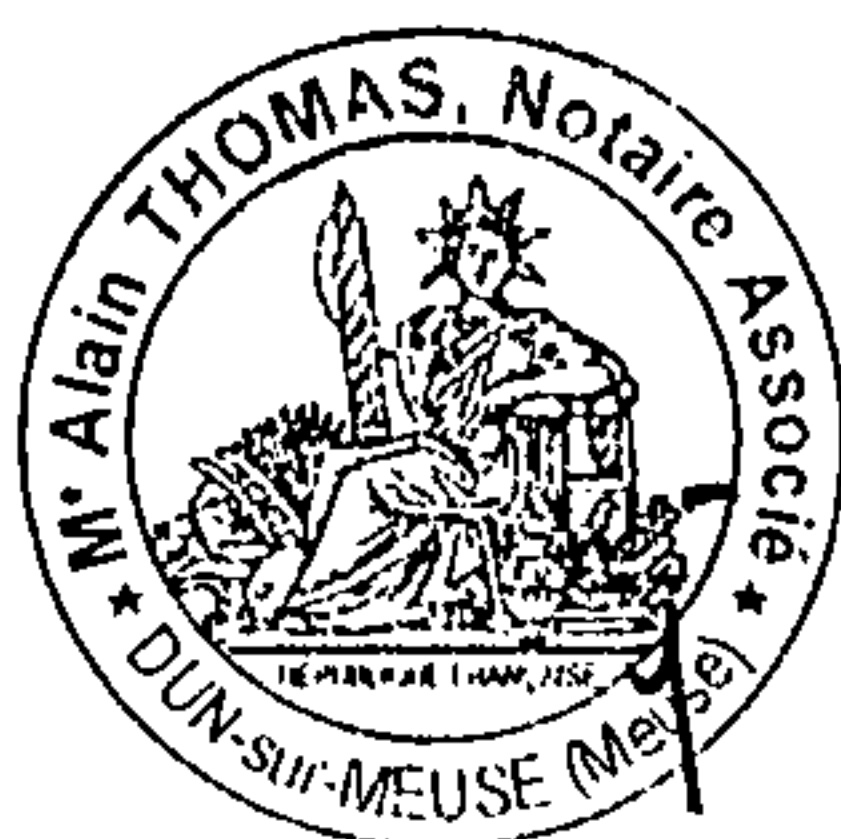
15 195 € x 15 % soit 2 279 €

42 621 x 20 % = 8 524 €

TOTAL : 11 938 €

Réduction de droits : 50 %

Soit montant des droits dus : 5 969 €



FRAIS

Le **DONATAIRE** paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites.

TITRES

Les titres des parts données ainsi que ceux concernant la société ont été remis, dès avant jour, au **DONATAIRE** qui le reconnaît, pour qu'elle soit à même de solliciter tous conseils de praticiens et d'apprécier l'étendue de ses obligations et de celles de la société.

REMISE DE TITRES

Le **DONATEUR** ne sera tenu à la remise d'aucun ancien titre de propriété, mais le **DONATAIRE** sera subrogé dans tous ses droits pour se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin et concernant les biens donnés.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile à DUN-SUR-MEUSE, en l'étude du Notaire soussigné.

POUVOIRS

Tous pouvoirs nécessaires pour produire à la Recette des Impôts compétente, les justifications qu'il pourrait réclamer et pour signer les actes complémentaires ou rectificatifs qu'il serait éventuellement utile d'établir sont consentis à tout clerk de l'office notarial.

DONT ACTE sur huit pages.

Fait et passé aux date et lieu indiqués en tête des présentes.

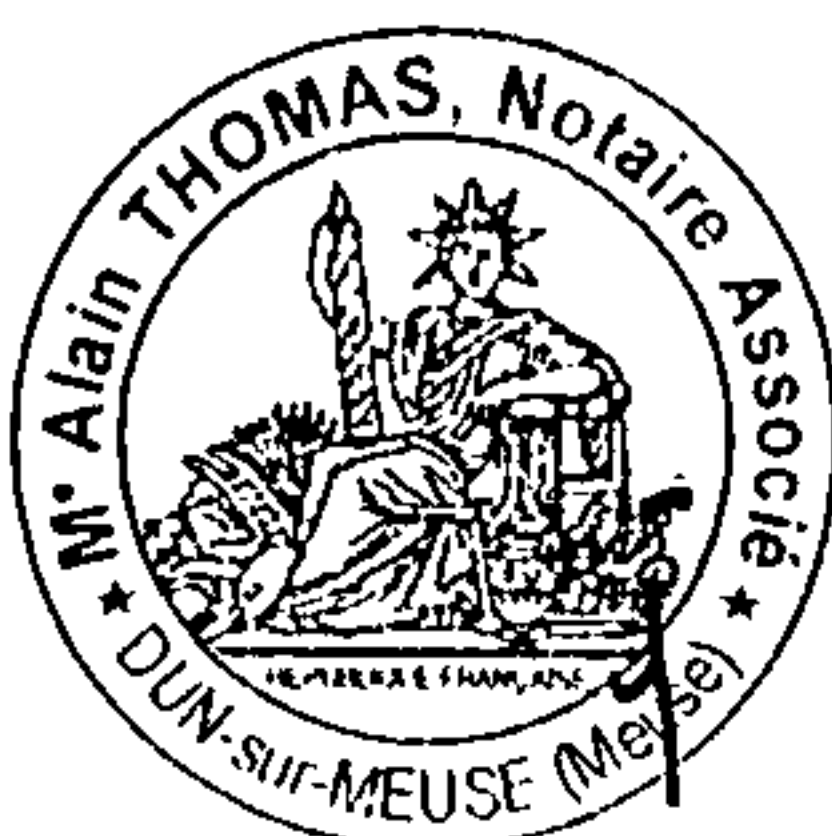
La lecture du présent acte a été donnée aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné.

Et le notaire a signé le même jour.

Ledit acte comprenant :

- mots rayés nuls : /
- chiffres rayés nuls : /
- lignes rayées nulles : /
- barres tirées dans les blancs : /
- renvois : /

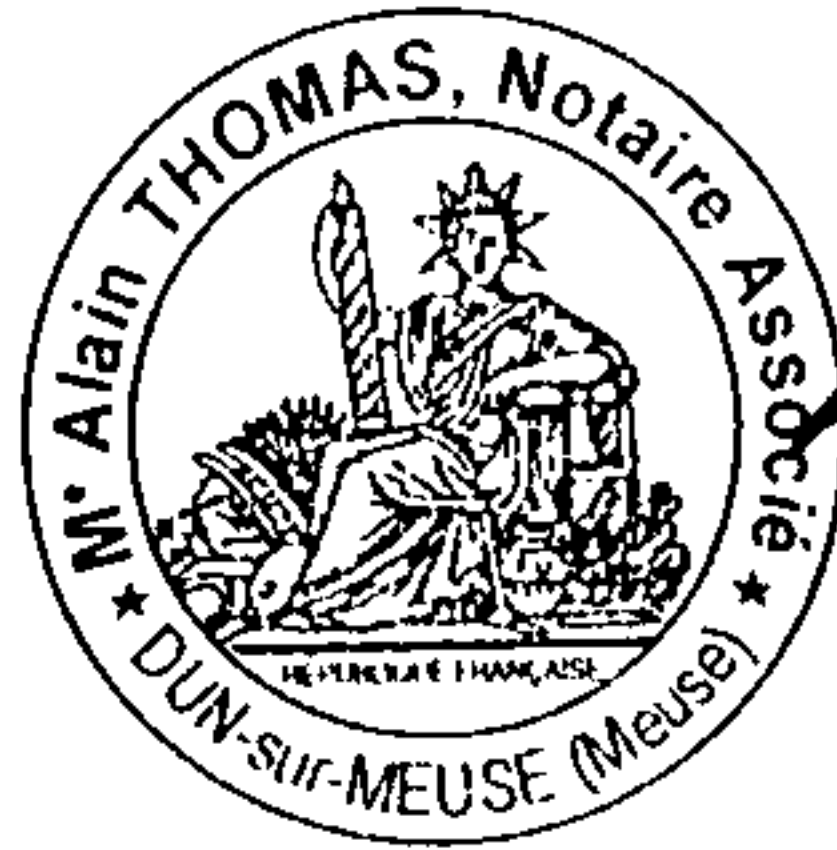
Suivent les signatures.



Ensuite on lit la mention : Enregistré au SIE de BAR LE DUC (Meuse), le 23 janvier 2009, bordereau 2009/88, case 1, ext 269, reçu : 5 969 €, signé l'agent des Impôts : Mme Marie-Anne BARTHOLET.

- COPIE AUTHENTIQUE -

délivrée par Maître Alain THOMAS, Notaire associé soussigné, réalisée sur 9 pages, sans renvoi ni mot nul et certifiée par lui conforme l'original.



[Handwritten signature]

STATUTS

S.A.R.L. AZ MEDICAL

Capital: 7 622,45 €

Siège : 3 rue Alfred Labre 54350 MONT SAINT MARTIN

RCS BRIEY : 422 605 204

ES -

FS

Les soussignés :

Madame Claudine BORZECKI demeurant 15 rue Pasteur 55600 MONTMEDY
née le 20 août 1954 à 54 LEXY
De nationalité française
mariée avec Monsieur SZTUKA Jean François sous le régime de la séparation de biens

Monsieur Jean-François SZTUKA demeurant 15 rue Pasteur 55600 MONTMEDY
né le 23 juillet 1950 à 55 MUZERAY
de nationalité française
marié avec Madame BORZECKI Claudine sous le régime de la séparation de biens

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts
ci-après :

ES -

YES

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé des parts ci-après créées et de celles qui, pourraient l'être ultérieurement, une société limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet : l'achat, la vente, la réparation en gros, demi-gros, détail et la location de tout matériel médical, orthopédique ou autre destinés aux soins, à la rééducation et à l'équipement de la personne dans la CEE ; ainsi que la délivrance à domicile d'oxygène médical sous forme gazeux liquide ou par concentrateur en application des bonnes règles de délivrance selon l'arrêté de novembre 2000 sur le territoire français

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes les opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ses activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles ; commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **AZ MEDICAL**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société », la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L » et de l'énonciation du montant du capital social.

C.S. —

MES

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : ~~25 route de Longwy~~ 54350 MONT SAINT MARTIN 3 Rue Alfred Labbe

Il peut être transféré dans la même ville, en tout autre endroit du même département ou d'un pays de la C.E.E par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la Société d'un montant de cinquante mille francs et formant le capital d'origine ont été des apports munéraire.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (7 622,45 €).

Il est divisé en 500 parts sociales de 15,24 Euros chacune entièrement libérées.

ARTICLE 8 - REPARTITION DES PARTS

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Madame Claudine BORZECKI, 1	
Numérotée 1, ci.....	1
Monsieur Jean-François SZTUKA,	
Numérotées de 2 à 500, ci.....	499
Total égal au nombre de parts composant	
le capital social.....	500

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées puis réparties entre eux comme indiqués ci-dessus.

RES

Q.S -

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs rapports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un moi à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL - EXISTENCE DE ROMPUS

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 11 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts, en cas d'échanges de parts consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division.

ARTICLE 11 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes. Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux rapports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part en porte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé si la transmission de parts à son profit a été autorisée par les associés en application des dispositions de l'article qui suit. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

MS

ES -

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée, sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 12 - AGREMENT DES TRANSMISSIONS DE PARTS

- 1- Les parts ne peuvent être cédées à titre gratuit ou onéreux qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant en outre déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Ce consentement est requis pour toutes les cessions à quelque titre que ce soit, à l'exception de la cession faite au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant ayant déjà la qualité d'associé.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extra judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de 8 jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés doivent dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément acquérir ou faire acquérir des parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande de gérant par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. En cas d'expertise, les frais de celle-ci sont supportés par moitié par le cédant et par la société. Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant à ce titre quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession. Si le prix fixé par l'expert est à l'expiration du délai de trois mois, éventuellement prorogé, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les parts qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital de la valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

VS

CS -

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque l'achat n'est pas réalisé, l'associé peut régulariser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées.

L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 - En cas de décès d'un associé, tous héritiers, conjoint ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Toutefois, cet agrément n'est pas requis si l'héritier ou le conjoint a déjà la qualité d'associé.

Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte que pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision.

Tout acte de partage est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à l'agrément, la société peut, sans attendre de partage, statuer pour leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque des droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi par recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

MS

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit non agréé ; il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers, conjoints ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'interviennent dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, aucun agrément n'est exigé des héritiers et du conjoint survivant qui ont déjà la qualité d'associé ; tout attributaire n'ayant pas cette qualité doit être agréé conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est associé ou agréé à la majorité des associés ; la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions sus visées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 - Si, durant la communauté de biens, existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectuées par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

5 - La transmission de parts ayant son origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main est soumise à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 13 - DECES - INCAPACITE - REGLEMENT AMIABLE - REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES - FAILLITE PERSONNELLE D'UN ASSOCIE

Le décès, l'incapacité, la mise en règlement amiable en redressement ou en liquidation judiciaire ou la faillite personnelle de l'un quelconque des associés n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conditions interviennent entre la société et ses associés ou gérants sont soumises à contrôle dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et

MS

réglementaires en vigueur. Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société. Elles ne s'appliquent pas à celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés si ceux-ci sont des personnes physiques de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers le tiers. Cette interdiction s'applique également à leurs conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux d'une personne morale associée.

Les associés peuvent du consentement de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou compte courant ; Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires. Sauf cas particulier à soumettre à la décision des associés, aux conditions de majorité ordinaire, la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société le droit de libération anticipée.

ARTICLE 15 – GERANCE – NOMINATION

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 16 – POUVOIRS DES GERANTS

Chacun des gérants engage la société, sauf si ces actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance ; Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs associés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément – sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue – pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, sans cette limitation de pouvoirs qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers, les opérations suivantes ne peuvent être réalisées ou consenties qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire :

- Emprunts à l'exception des découverts normaux en banque et des avances en compte courant, consentis par les associés.
- Achats, ventes, échanges d'immeubles ou d'établissements commerciaux ;

C.S. -

MS

- Prise en bail commercial d'immeuble et résiliation des baux consentis à la société.
- Location des immeubles sociaux.
- Mise en gérance du fonds de commerce de la société ou prise en gérance d'un fonds de commerce.
- Hypothèques, nantissements et autres sûretés réelles sur les biens de la société.
- Cautions, avals et garanties.
- Participation au capital de toutes sociétés constituées ou à constituer et cession totales ou partielles de ces participations.
- Participations à un groupement d'intérêt économique ainsi qu'à un groupement européen d'intérêt économique.
- Acceptation de fonctions de gestion d'administration ou de surveillance dans toutes sociétés.

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DES GERANTS – DELEGATIONS

Le ou les gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Chacun d'eux ne peut, sans y avoir été préalablement autorisé par une décision ordinaire des associés, faire pour son compte personnel ou celui de tiers, aucune opération entrant dans l'objet social, ni occuper un emploi quelconque dans une entreprise concurrente.

Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

ARTICLE 18 – CESSATION DE FONCTIONS

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire. Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou d'une décision de justice.

C.B. -

VES

Q.S. -

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était le seul, la collectivité des associés, à la diligence de l'un d'entre eux, nomme un ou plusieurs autres gérants.

Le gérant qui cesse ses fonctions, quel qu'en soit le motif, ne peut pendant un délai de cinq (5) ans, acquérir, exploiter ou diriger un établissement susceptible de concurrencer les activités sociales ni s'y intéresser directement ou indirectement de quelque manière que ce soit, ceci à peine de tous dommages intérêts et sans préjudice que du droit, pour la société, de faire cesser tout manquement à cette obligation.

ARTICLE 19 – TRAITEMENT DES GERANTS

Chaque gérant a droit à un traitement fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 20 – DECISIONS COLLECTIVES – FORME ET MODALITES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Toute assemblée générale doit être convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, par lettre recommandée expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés à son dernier domicile connu ; La convocation indique clairement l'ordre du jour de la réunion. Seules sont mises en délibération les questions qui y figurent.

Un ou plusieurs associés remplissant les conditions prévues par la loi peuvent demander la réunion d'une assemblée. A la demande de tout associé, le président du tribunal de commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales ; en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts, la présidence est assurée par le plus âgé. Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est émargée par les membres de l'assemblée ; Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

VES

C.S. -

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots «oui » ou «non ». La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Tout associé a droit de participer aux décisions avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sous réserve des interdictions de vote pouvant résulter de la loi. Il peut se faire représenter par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être eux-mêmes associés.

Les procès verbaux sont établis et signés dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Au procès verbal d'une consultation écrite est annexée la réponse de chaque associé. La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas de modification aux statuts ou approbation de transmission de parts sociales soumise à agrément.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 22 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

MS

CS

Les associés ne peuvent, si ce n'est pas une décision unanime, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social ou transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions.

En cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, doivent être prises aux conditions de majorité prévues à l'article 11.

En cas de révocation d'un gérant désigné par les statuts, la modification corrélatrice de l'article où figurait son nom, conséquence matérielle de cette révocation, est réalisée dans les mêmes conditions que la révocation elle-même.

La décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 23 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES – EXPERTISE JUDICIAIRE

Selon les conditions légales, le contrôle des comptes est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui accomplissent leur mission générale et les missions spéciales que la loi leur confie.

ARTICLE 25 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence 1^{er} mai et finit le 30 ~~juin~~ *avril*.

C.B. -
MS

ARTICLE 26 – ARRETE DES COMPTES

A la clôture de chaque exercice, la gérance établit les comptes prévus par la loi, au vu de l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Les comptes annuels sont établis à chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées. Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

La gérance établit en outre un rapport de gestion.

ARTICLE 27 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la part de l'exercice. Sur ce

C.S. -

MS

bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts.

En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 28 – PAIEMENT DU DIVIDENDE

Aucun dividende ne peut être mis en paiement avant approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables au moins égales à son montant. Les modalités de la distribution sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par la gérance.

La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande de la gérance ;

Aucune répétition ne peut être exigée des associés pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

ARTICLE 29 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 30 – PERTE DU CAPITAL SOCIAL – DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables entament le capital dans la proportion fixée par la loi, la gérance est tenue de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de consulter les associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Même en l'absence de pertes, la dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

MS

CS -

La réunion des parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. La dissolution judiciaire prévue par la loi à défaut de régularisation n'est pas applicable, la société continuant d'exister avec l'associé unique.

ARTICLE 31 – LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à sa clôture.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société, sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. La dissolution met fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés, par une décision ordinaire, nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

La gérance doit leur remettre ses comptes avec toutes justifications pour approbation par une décision ordinaire des associés.

L'actif social est réalisé et le passif acquitté, les liquidateurs ayant, à cet effet, sous réserve des restrictions légales, les pouvoirs les plus étendus pour agir même séparément.

Pendant la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes conditions que durant la vie sociale. Ils consultent en outre les associés chaque fois qu'ils jugent utile ou qu'il y a nécessité. Les associés exercent leur droit de communication dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, à majorité ordinaire, statuent sur le compte de liquidation, le quitus de la gestion des liquidateurs et constatent la clôture de la liquidation. Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net est partagé proportionnellement aux parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions s'appliquent. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social. Tout bien apporté qui se trouve en nature est attribué, sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

MB

ES -

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux.

ARTICLE 32 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente.

ARTICLE 33 - NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée, est Monsieur Jean François SZTUKA, demeurant à MONTMEDY (Meuse) - 15 rue Pasteur.

ARTICLE 34 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 30 juin 2000.

En outre, les actes accomplis pour son compte, pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Le gérance est expressément autorisée à passer et à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements suivants entrant dans l'objet statuaire et conformes à l'intérêt social :

- Conclusion d'un bail locatif des locaux situés 25 route de longwy à Mont Saint Martin, d'une durée de 23 mois et moyennant un loyer mensuel de trois mille cinq cents (3 500) francs.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire pour le compte de la société les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par

MS

CS -

l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de Leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

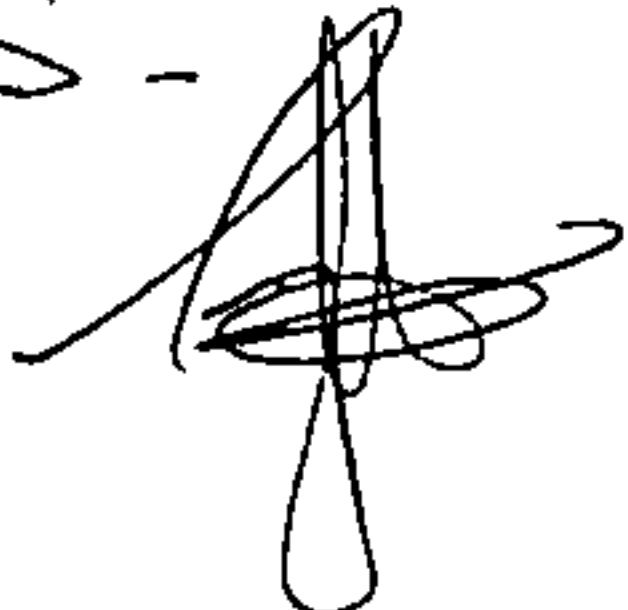
ARTICLE 36 – FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 37 – PUBLICITE – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à Monsieur Jean François SZTUKA à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Statuts une à jour 18/12/2008

C.S. - 

775
